

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix Travail Patrie

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS

MINISTERIAL TENDER'S BOARD

AVIS D'APPEL D'OFFRES

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°01/AONO/CIPM/MINAS du POUR LA
REHABILITATION DU BATIMENT ABRITANT LE DATA CENTER DU RESUC.

(En procédure d'urgence)

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Affaires Sociales lance en procédure d'urgence un Appel d'Offres National Ouvert en vue de la réalisation des travaux de réhabilitation du bâtiment abritant le DATA CENTER DU RESUC.

2. Consistance des travaux

Les travaux objet du présent Appel d'Offres portent sur :

- Les travaux préparatoires ;
- Maçonnerie – béton - revêtement.
- Menuiserie : bois – aluminium - métallique ;
- Electricité ;
- Plomberie sanitaire ;
- Peinture ;
- Charpente, couverture et étanchéité.

3. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à toutes les entreprises de droit camerounais installées au Cameroun, en règle de leurs obligations fiscales, qualifiées et exerçant dans le domaine.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de F CFA 100 000 000 TTC (cent millions).

5. Financement

Les travaux, objet du présent Appel d'Offres sont financés par le BIP MINAS- Exercice 2025 ; Imputation : 59 – 42 – 071 – 05 – 240001 - 523112.

6. Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu pour la réalisation des travaux est de trois (03) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer l'exécution des prestations.

7. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, et assorti d'un récépissé de la Caisse des Dépôts et

Consignations (CDEC), délivré par un organisme ou une institution financière agréé par le Ministère en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO et dont le montant s'élève à deux millions francs (2 000 000FCFA), et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministre chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres physique peut être consulté gratuitement par les soumissionnaires aux heures ouvrables auprès du Ministère des Affaires Sociales - Direction des Affaires Générales ; Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance ; Service des Marchés Publics ; Porte 24 - Téléphone : 222 23 06 81/222 23 05 68.

La version électronique est disponible sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, et sur le site internet de l'ARMP à l'adresse www.amp.cm dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu dès publication du présent Avis au Service des Marchés Publics ; Porte 24, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cent mille (100.000) Francs CFA dès publication du présent avis.

Il est également possible d'obtenir le DAO par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

11. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le à 14 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être déposée chez le Maître d'Ouvrage qui le transmet à la Commission Interne de Passation des Marchés sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

12. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être remise séparément. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un (01) temps et aura lieu le 21 01 2015 à 15 heures par la Commission de Passation des Marchés du Ministère des Affaires Sociales dans la salle de conférences sise au bâtiment central du Ministère des Affaires Sociales.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heure accordé par la Commission, l'offre sera rejetée. *[L'ouverture doit se faire au plus tard une heure après celle limite de réception des offres fixée dans le Dossier d'Appel d'Offres].*

15. Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont de deux types : les critères éliminatoires et les critères essentiels.

[Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'Offres relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques du DAO et à la qualification des soumissionnaires].

15.1 critères éliminatoires

[Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels. Ils ne doivent pas faire l'objet de notation. Le non-respect de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.]

Il s'agit notamment :

- a) - Non – production au-delà du délai de 48 heures après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis (excepté le cautionnement de soumission) ;
- b) - Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- c)- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- d)- Absence d'un sous-détail de prix ;
- e) - Note technique inférieure à 70% des critères essentiels ;
- f) - Capacité de préfinancement inférieure à FCFA 70 000 000 (soixante-dix millions) ;
- g) - Fausse déclaration ou pièces falsifiées ;
- h) - Présence sur la liste des entreprises défaillantes établie annuellement par le Ministre chargé des marchés publics ;
- i)- Absence de la charte d'intégrité datée et signée du soumissionnaire ;
- j) - Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée du soumissionnaire ;
- k) - Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS pour les soumissions en ligne ;
- l)- Non-respect des formats des fichiers requis pour la soumission des offres en ligne.

15.2. Les critères essentiels

[Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres. Ceux-ci doivent être déterminés en fonction de la nature et de la consistance des prestations à réaliser.]

Il convient de préciser formellement les modalités de validation d'un critère à partir du nombre de sous-critères respectés.]

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- a) La présentation de l'offre ;

- b) Les références de l'entreprise ;
- c) La qualification et l'expérience du personnel ;
- d) Les moyens logistiques ;
- e) Méthodologie ;
- f) Les preuves d'acceptation des conditions du marché ;
- g) Le délai d'exécution.

16. Attribution

Le Marché sera attribué au soumissionnaire ayant proposé l'offre financière jugée la moins - disante et remplissant les capacités techniques requises (note technique supérieure ou égale à 70% de oui).

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Affaires Sociales ; Direction des Affaires Générales ; Sous-Direction du Budget, du Matériel et de la Maintenance ; Service des Marchés Publics (Téléphone : 222 23 06 81/222 23 05 68) ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

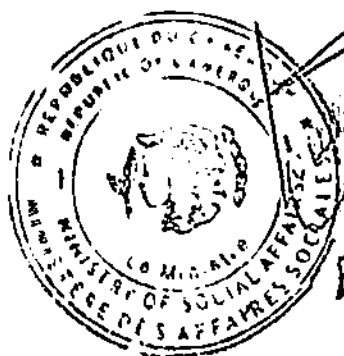
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 2015

Ampliations :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM
- Affichage
- Chrono/Archives

LE MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES



Pauline Irène NGUENE

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work- Fatherland

MINISTRY OF SOCIAL AFFAIRS

MINISTERIAL TENDER'S BOARD

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix Travail Patrie

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES

COMMISSION MINISTERIELLE DE
PASSATION DES MARCHES

TENDER NOTICE

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER N°01/ONIT/CIPM/MINAS OF
FOR THE REHABILITATION OF THE BUILDING HOUSING THE RESUC DATA CENTER
(In emergency procedure)

1. Purpose of the tender

The Minister of Social Affairs launches in emergency procedure, an Open National Invitation to Tender for the rehabilitation of the building housing the RESUC DATA CENTER.

2. Nature of works

The works that is the subject of this Invitation to Tender relates to:

- Preparatory work;
- Masonry - Reinforced concrete and Floor covering;
- Carpentry: wood – aluminium - metallic -
- Electricity;
- Plumbing;
- Painting;
- Framework, roof and waterproofing.

3. Participation and origin

Participation in this invitation to tender is open to all qualified companies operating in the field.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation after the preliminary studies is one hundred million (100,000,000) CFA francs.

5. Financing

Works which form the subject of this invitation to tender shall be financed by the BIP MINAS, of the 2025 financial Year; Imputation: 59 – 42 – 071 – 05 – 240001 - 523112.

6. Execution deadline

The execution deadline for this tender file shall be Three (03) months maximum. This deadline takes effect from the date of notification of the service order to start

7. Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed and stamped bid bond, accompanied by a deposit receipt of the Deposit and Consignment Office (DCO) issued by

a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 14 of the Tender File (TF), of 2.000.000 (two millions) CFA francs, and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorized by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be accepted.

8- Method of submission

The submission method selected for this consultation is online.

9. Consultation of the Tender File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours at the Ministry of Social Affairs - Department of General Affairs; Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance –Public Contracts Service - Room 24- Tel: 222 23 06 81/222 23 05 68, as soon as this notice is published.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

10. Acquisition of the Tender File

The hard copy of the file may be obtained during working hours at Public Contracts Service; Door 24, as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of one hundred (100 000) FCFA, payable at the Public Treasury.

It is equally possible to obtain the electronic version of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above. However, online submission is subject to the payment of Tender File purchase fees.

11. Submission of bids

For submission online, the bid must be submitted by the bidder on the COLEPS platform latest on April 4, 2025 at 02 P.M A back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be sent at the Project Owner in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above mentioned indication, within the deadline set.

12. File size and format

For online submission, the maximum sizes of documents that will pass through the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The candidate will make sure to use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed separately.

The Project Owner shall not accept:

*Bids bearing information on the identity of the tenderers;
Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
Bids without indication on the identity of the Invitation to Tender;
Bids non-compliant with the bidding mode.*

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

14. Opening of bids

The bids shall be opened in single phase and shall take place on April 4, 2025 at 03 P.M in the Conference hall of the Ministry of Social Affairs.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a person of their choice, duly authorized, even in case of a group of companies.

Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48(forty-eight) hours deadline granted by the Board, the file shall be rejected.

[The opening of bids must take place no later than one hour after the deadline for receipt of tenders set out in the Tender File].

15. Evaluation criteria

Evaluation criteria are of two types: the eliminatory criteria and essential criteria. No criterion can be eliminatory and essential at the same time.

The aim of these criteria is to identify and reject incomplete offers and substantially not compliant with the conditions laid down in the Tender File, especially with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical offer with the Tender File technical specifications and with the qualification of tenderers.

15.1 Eliminatory Criteria

The eliminatory criteria set the minimum conditions to be fulfilled in order to be admitted to evaluation following the essential criteria. They should not be the subject of notation. The failure to comply with these criteria shall lead to the rejection of the bidder's offer.

The eliminatory criteria include:

- a. Failure to submit, beyond the 48(forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent (except the bid bond);
- b. Absence or non-conformity of bid bond at the opening of bids;
- c. Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- d. Absence of an under price details;
- e. Technical score lower than 70 % of essential criteria;
- f. Pre-financing capacity lower than FCFA 70 000 000 (seventy million);
- g. False statements or falsified documents;
- h. Present on MINMAP's list of defaulted companies;
- i. Absence of integrity charter dated and signed by the tenderer;
- j. Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.
- k. Absence of the backup copy in case of a malfunction of the COLEPS platform;
- l. Failure to comply with the file formats required for the submission of offers online.

15.2- Essential criteria

Essential criteria are the fundamental or key ones that will help to measure the financial and the technical capacity of candidates to execute the services subject of the tender. They should be determined depending on the nature and the content of the services to be executed.

It is necessary to clearly specify the modalities for validating a criterion from the number of sub-criteria to be respected.

The essential criteria for the qualification of bidders shall focus especially on:

- a) The presentation of the offer;
- b)-The Company's previous references;
- c) Personnel qualification and experience;
- d) Logistic means
- e) Methodology
- f) Proof of acceptance of the terms of contract;
- g) Execution deadline

16. Award of the contract

The award of contract for each batch shall be done on the basis of the lowest bid to the tender fulfilling the technical conditions required (technical score higher or equal to 70% of yes).

17. Validity of offers

Bidders shall remain committed to their offers for ninety (90) days from the deadline set for the submission of tenders.

18. Complementary information

Complementary information may be obtained during working hours from the Ministry of Social Affairs - Department of General Affairs – Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance – Public Contracts Service - Room 24 Tel: 222 23 06 81/222 23 05 68 or online on the CLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, le

THE MINISTER OF SOCIAL AFFAIRS

Copies:

- MINMAP
- ARMP(JDM)
- Display (for information)
- SOPECAM (for publication)

